HAL
open science

Du Hindu Rashtra au Hindu Raj : l'émergence d'une "démocratie ethnique" de droit

Christophe Jaffrelot

To cite this version:

Christophe Jaffrelot. Du Hindu Rashtra au Hindu Raj : l'émergence d'une "démocratie ethnique" de droit. Questions internationales, 2021, 106 (mars-avril 2021), pp.12 - 25. hal-03380838

HAL Id: hal-03380838

https://hal.science/hal-03380838v1

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du *Hindu Rashtra* au *Hindu Raj* **?**: l'émergence d'une « démocratie ethnique » **de droit**

Christophe Jaffrelot *

*** Christophe Jaffrelot**
est directeur de recherche au Centre de **recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il est aussi Président de l'Association Française de Science Politique (AFSP) et vient de publier *L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique* chez Fayard.**

La trajectoire de la démocratie indienne depuis 2014 semble la conduire à remettre en cause son modèle de relations entre l'État et les religions, le « sécularisme », *pour établir une « démocratie ethnique ». Ce nouveau système est devenu* ***en partie*** *de droit depuis que le parti au pouvoir, le BJP, fort de son* ***nouveau*** *succès électoral* ***en 2019****, s'est employé à transformer la loi et la Constitution afin de les adapter à son idéologie,* l'*Hindutva* (hindouïté)*. Ce faisant, l'Inde est venue depuis quelques années enrichir la liste des pays dont l'autoritarisme se pare d'une façade de pluralisme à l'occasion d'élections encore ouvertes mais de moins en moins équitables.*

L'Inde a longtemps été perçue comme un remarquable exemple de démocratie libérale parlementaire parmi les pays du Sud. Outre le poids des pouvoirs législatif et judiciaire, ainsi que de la presse, le pluralisme politique s'alimentait aux sources du fédéralisme et de la diversité culturelle, tant linguistique que religieuse.

Mais on assiste depuis quelques années à l'érosion – et même à l'occultation – de cette démocratie libérale **et** parlementaire. Cette évolution remet en cause ce qu'en Inde on appelle le sécularisme, un régime de gestion des relations entre l'État et les religions qui diffère de la laïcité à la française. Alors que dans l'Hexagone le premier n'est pas censé entretenir de lien avec les secondes, en Inde, les institutions de la République reconnaissent le religieux comme occupant une place parfaitement légitime dans la sphère publique. Ce que le sécularisme et la laïcité ont en commun, toutefois, c'est le rejet de la domination de ladite sphère par *une* religion.

Aujourd'hui, ce principe est remis en cause par le mouvement nationaliste hindou, dont la principale force politique, le BJP (*Bharatiya Janata Party*, Parti du peuple indien) a pris le pouvoir en 2014. Si cette formation avait déjà dirigé le gouvernement de l'Inde entre 1998 et 2004 dans le cadre d'une coalition, c'est la première fois qu'elle dispose d'une majorité absolue à la Chambre basse du Parlement et est donc en mesure d'appliquer son programme.

Celui-ci dérive directement de son idéologie, l'*Hindutva* (hindouïté), qui a été codifiée il y a près d'un siècle, dans le sillage – et même l'imitation – des nationalismes ethniques européens **** n'y-a-t-il pas aussi une origine dans la contestation de la présence coloniale britannique ?** NON CAR LES NATIONALISTES HINDOuS PLUTOT COLLABORE AVEC LES BRITANNIQUES AU CONTRAIRE.** Comme eux, cette idéologie reconnaît un rôle prépondérant à la communauté majoritaire des fils du sol sur les minorités. Pour les hérauts de l'*Hindutva*, les hindous incarnent **en effet** la nation indienne et les minorités dont la religion est née ailleurs (les musulmans et les chrétiens) ne sont que des « pièces rapportées » qui doivent s'assimiler en adoptant la culture majoritaire.

Après la victoire électorale du BJP en 2014, ce programme a d'abord été mis en œuvre par les nervis du pouvoir – des groupes de « vigilantistes »[1] experts en police culturelle ****merci d'indiquer ici dans une courte note ce que recouvre précisément ce terme dans le contexte indien****. Depuis la réélection du Premier ministre Narendra Modi en 2019, cette ethnicisation de fait de la démocratie indienne a toutefois pris une dimension nouvelle. Le BJP a en effet multiplié les lois, tant au niveau des États fédérés qu'il dirige qu'à celui du pouvoir central, de sorte que l'Inde tend à devenir une démocratie ethnique de droit. L'Inde est ainsi en passe, non seulement de bâtir un *Hindu Rashtra*, une nation hindoue, mais aussi un *Hindu Raj*, un État hindou.

1. Une démocratie ethnique de fait ou l'essor du vigilantisme hindou (2014-2019) [2]

1. L'hindouisation progressive de la sphère publique

La notion de démocratie ethnique, que l'on doit au sociologue israélien Sammy Smooha, si elle résonne comme une contradiction dans les termes – tant la démocratie est censée reposer sur les valeurs de l'individualisme –, décrit les contradictions du régime où elle a pris naissance : l'État d'Israël. Là, certains piliers de la démocratie font preuve d'une grande résilience : des élections se tiennent (**au minimum)** à intervalles réguliers – et de manière régulière –, la relative indépendance du pouvoir judiciaire rend crédible l'État de droit et une presse plutôt libre alimente la critique, le tout dans le contexte d'un certain pluralisme.

Mais les citoyens ne possèdent pas tous les mêmes droits : Israël étant officiellement **« l'État-nation du peuple juif » (comme l'énonce une loi votée en 2018)**, ** cette expression fait-elle référence à la déclaration d'indépendance

---

[1] **Cet anglicisme désigne des organisations cherchant à imposer des normes culturelles, voire une morale – en l'occurrence hindoues - par des manœuvres d'intimidation ou par la force.**

[2] Cette section procède de certains chapitres de mon livre, *L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique* (Fayard, 2019) auquel le lecteur intéressé pourra se reporter pour plus d'informations. C'est pourquoi elle ne comporte presque pas d'autres références en bas de page.

d'Israël ou à la loi de 2018 sur l'Etat-nation du peuple juif ? ** **la communauté majoritaire** impose les symboles de **son** identité, **son** style de vie et **s**a domination sociale et politique aux minorités. Sammy Smooha souligne que même si ce rapport de force est inscrit dans le droit, il est aggravé par la pratique, car la plupart des discriminations n'ont rien d'officielles mais relèvent de règles (parfois) non écrites aux effets indirects [3].

En Inde aussi, au cours du premier mandat de Narendra Modi, l'hindouisation de la sphère publique s'est développée au détriment des défenseurs du sécularisme et des minorités. Les premières victimes des nationalistes hindous furent les milieux intellectuels dénoncés pour leur « libéralisme » – un terme dorénavant devenu péjoratif.

Les universités les plus réputées – comme la Jawaharlal Nehru University de New Delhi – et les ONG p~~**rogressistes**~~ furent les cibles privilégiées des nationalistes hindous. La direction des premières fut remise à des chantres de l'*Hindutva* et les secondes furent privées – en vertu de la réactivation d'un règlement des années 1970 qui était tombé en désuétude – de fonds en provenance de l'étranger – ce qui en força plus d'une (dont Amnesty International India) à mettre la clé sous la porte.

Cette évolution s'est aussi traduite par une remise en cause du narratif ** du récit ? ****OK** national et en particulier de la façon dont l'histoire de l'Inde était jusque-là enseignée à l'école. Les manuels scolaires ont été réécrits de manière à gommer l'idée des « invasions aryennes » **(généralement située autour de 2000 av. J.C. par les historiens et archéologues)** qui privait les hindous du statut de « fils du sol » [4]. Les conquêtes et le règne des élites musulmanes ** à quelle époque se situe-t-on ? ** **à partir du XIème siècle** s'y trouvent dépeints sous un jour particulièrement violent – en ignorant le rôle du soufisme dans les conversions de masse à l'islam **ainsi que** bien des synthèses culturelles. Le rôle des grands hommes de l'histoire contemporaine– à commencer par Nehru, voire

---

[3] Comme le fait de ne rendre éligibles aux aides de l'État que les Israéliens qui font leur service militaire : principalement des Juifs. Sammy Smooha, « Ethnic Democracy: Israel as an Archetype », *Israel* Studies, vol. 2, nº 2, 1997, p. 198-241 [p. 217].

[4] Est-ce possible d'ajouter une note ou de préciser dans le texte ce que sont ces invasions aryennes ?

Gandhi – y est enfin édulcoré. Les remplacent **dans l'histoire officielle** de nouveaux héros **– comme V.D. Savarkar ou D. Upadhyaya -** dont le nom est désormais donné à bien des avenues, des universités, des aéroports, etc. ** pouvez-vous donner quelques exemples ? **

2. L'essor des pratiques discriminatoires

À cette hindouisation, qui s'est aussi traduite par la présence remarquée de dignitaires hindous dans les sphères du pouvoir[5], se sont ajoutées des pratiques discriminatoires visant les minorités chrétiennes et musulmanes. Les groupes de vigilantistes, responsables de ces actes, n'entretenaient parfois qu'un lien très lâche avec le BJP – dont la respectabilité était ainsi préservée –, mais ils n'en appartenaient pas moins à la nébuleuse nationaliste hindoue, **experte en en opérations sous couvert lui permettant d'avancer masquée.**

Parmi ces groupes, le Bajrang Dal, créé en 1984, mérite une mention spéciale. Il s'était déjà illustré par **des agissements spectaculaires** comme en 1992, la démolition de la Babri Masjid, la fameuse mosquée d'Ayodhya. Selon les nationalistes hindous, cette mosquée avait été édifiée sur le lieu de naissance du dieu Ram, par l'empereur moghol Babur en 1528, à la place d'un temple hindou qu'ils souhaitaient reconstruire. Le Bajrang Dal avait peu à peu recruté des milliers de militants dans une jeunesse hindoue frappée par le chômage, en mal d'estime de soi, et à laquelle la défense de l'hindouisme donnait une raison d'être, voire un salaire.

Ce groupe s'est impliqué à partir de 2014 dans des campagnes visant, tour à tour, à empêcher les mariages mixtes **(entre musulmans et hindoues en particulier)** ou les conversions et à défendre les vaches sacrées. Dès l'automne 2014, une campagne de lutte contre le « *love jihad* » s'est traduite par des maraudes destinées à protéger les jeunes hindoues des musulmans les séduisant dans le seul but, d'après eux, de les épouser et de les convertir. La campagne d'intimidation musclée née de ce mythe a autant visé les musulmans

[5] En témoigne la nomination d'un prêtre, Yogi Adityanath, à la tête de l'Uttar Pradesh à la suite de la victoire du BJP aux élections de 2017 dans cet État.

que les jeunes hindoues, même lorsqu'elles étaient majeures et désireuses de prendre un musulman (ou un chrétien) pour mari.

S'agissant des conversions, l'effort pour contrer le prosélytisme des musulmans, et plus encore des chrétiens, s'est non seulement traduit par des violences (églises profanées, prêtres et religieuses agressés, etc.), mais aussi par des opérations de reconversion appelées « *ghar wapsi* » (retour chez soi).

Quant à la protection des vaches, qui s'est en réalité étendue à tous les bovins, elle a surtout pris la forme d'un contrôle **aléatoire** des camions soupçonnés d'amener des bêtes à l'abattoir. Bien des conducteurs interceptés sur les routes de l'Inde furent passés à tabac par des vigilantistes armés de battes de criquet ou de crosses de hockey, voire d'armes blanches (ou non) [6]. Plusieurs dizaines de musulmans succombèrent ainsi à leurs blessures à la suite de lynchages dont la Cour suprême finit par s'inquiéter – pour ne les attribuer, toutefois, qu'à des réactions individuelles spontanées quand l'implication de groupes organisés et la préméditation ne faisaient pas l'ombre d'un doute.

3. Le projet de nation hindoue

Cette police culturelle est mise en œuvre par les vigilantistes hindous sous le regard conciliant des forces de l'ordre soucieuses de ne pas déplaire aux dirigeants politiques. Elle reflète bien le *modus operandi* du mouvement nationaliste hindou et, en particulier, de sa matrice historique, le RSS (*Rashtriya Swayamsevak Sangh*, Mouvement des volontaires nationaux) né en 1925. Le RSS a en effet vocation à exercer son pouvoir au niveau de la société – qu'il cherche d'ailleurs à quadriller en développant ses antennes (les *shakha* ou « branches ») dans toutes les villes et tous les villages de l'Inde.

Ce projet, qui doit permettre au RSS de conquérir l'Inde « par en bas », au moyen d'un travail social et idéologique de tous les instants pour en faire un *Hindu Rashtra* (nation hindoue), répond à une caractéristique majeure de la tradition hindoue. Celle-ci n'a jamais valorisé l'État, mais l'ordre social issu du

[6] Le recours aux armes à feu s'est beaucoup développé récemment. L'emblème du Gau Raksha Dal (mouvement de protection de la vache) se compose d'ailleurs de deux armes automatiques de type AK-47 encadrant la tête d'un veau.

système des castes, une orthopraxie dont les hautes castes étaient les gardiennes. Les dirigeants du RSS, tous de caste brahmane jusqu'à une époque récente [7], ont longtemps été fidèles à ce modèle qui impliquait de faire régner leur ordre davantage sur le plan sociétal que politique – ou, en tout cas, bureaucratique. Mais les événements les plus récents donnent à voir une certaine évolution ~~sur ce point crucial~~.

2. Vers une démocratie ethnique de droit ou le triomphe d'un vigilantisme d'État (2019-)

1. Des États fédérés en marche vers l'*Hindu Raj*

Le passage d'une logique « *bottom up* », partant de la société, à une logique « *top down* », impliquant la puissance publique, s'est d'abord affirmé au niveau des États gouvernés par le BJP. Dès le milieu des années 2010, le Maharashtra, l'Haryana et le Gujarat ont ainsi durci les lois protégeant les vaches. Au Maharashtra est désormais prohibé non plus seulement leur abattage, mais aussi celui de bien d'autres bovins et la possession de viande bovine [8]. Ce délit est dorénavant puni d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison et d'une lourde amende.

Au Gujarat, une législation plus drastique encore en la matière se double de décisions comparables au niveau des grandes villes pour empêcher la mixité religieuse. Dans certains quartiers des villes du Gujarat, les membres d'une communauté religieuse ne peuvent désormais vendre ou louer un bien immobilier qu'à des coreligionnaires. Ce règlement donne une base légale à ceux qui luttent contre le « *land jihad* », une dimension nouvelle des pratiques vigilantistes visant à dissuader par la force (ou l'intimidation) des propriétaires hindous à louer ou à vendre un bien à des musulmans dans des quartiers à dominante hindoue.

Ces pratiques, ajoutées aux nouvelles règles et aux effets délétères d'émeutes intercommunautaires – qui, en 2002, ont tourné au pogrom au

---

[7] Sur les castes, voir l'encadré de Jules Naudet dans le présent dossier.

[8] Shoaib Daniyal, « Maharashtra's beef ban shows how politicians manipulate Hindu sentiments around cow slaughter », *Scroll.in*, 3 mars 2015 (https://scroll.in/article/711064/maharashtras-beef-ban-shows-how-politicians-manipulate-hindu-sentiments-around-cow-slaughter).

Gujarat –, ont favorisé la formation de véritables ghettos où les musulmans, riches comme pauvres, s'entassent faute de pouvoir se loger ailleurs et par crainte pour leur sécurité.

Après les élections de 2019, plusieurs États gouvernés par le BJP ont annoncé le vote de lois officialisant la pratique du « *love jihad* » en rendant pratiquement impossibles les unions entre des femmes hindoues et des hommes d'une autre religion.

En Uttar Pradesh, le premier à passer à l'acte en 2020, des mariages ont été empêchés par la police sous prétexte que le futur mari avait l'intention de convertir sa future épouse – un « crime » passible de dix ans de prison. Les médias les plus indépendants du pouvoir se font l'écho de la psychose qui gagne les unions mixtes existantes, dont la personne de confession musulmane cherche désormais à masquer son prénom ou son patronyme pour dissimuler son appartenance religieuse – une évolution dont témoigne aussi la tendance des couples musulmans à donner un prénom à consonance **hindoue** à leurs enfants.

Dans cette politique visant à empêcher les mariages mixtes, la police joue le rôle qu'assumait jusque-là les groupes de vigilantistes – et c'est là le symbole du passage, évoqué plus haut, d'une stratégie **officieuse (« *bottom up* ») à une autre, officielle « *top down* »**, sans que la seconde ne remplace entièrement la première.

2. Des réformes constitutionnelles et législatives sélectives

Cette marche vers l'*Hindu Raj* ne passe pas uniquement par l'adoption de lois au seul niveau des États fédérés, elle s'observe aussi à l'échelle nationale. En témoignent, en 2019, le vote d'un amendement à la Constitution visant l'article 370 et le vote d'une loi réformant le *Citizenship Act*.

La réforme de l'article 370 a révoqué l'autonomie dont jouissait jusque-là le Jammu-et-Cachemire – qui a aussi perdu son statut d'État pour ne plus être

qu'un Territoire de l'Union (TU) et s'est trouvé divisé en deux à la suite de la transformation du Ladakh en un autre TU [9].

Cette réforme, que le pouvoir a justifiée par la vigueur du séparatisme islamiste et le sous-développement économique de la province, a été interprétée sur place comme une tentative pour assimiler la seule région à majorité musulmane de l'Union indienne. D'autant que les clauses empêchant des personnes extérieures à la province d'acheter des terres ont été édulcorées et que des leaders modérés – y compris d'anciens chefs de gouvernement de l'État, **Farooq Abdullah, Omar Abdullah et Mehbooba Syed** ** comme… citer un exemple ? *** – ont été emprisonnés pendant des mois, voire une année, sans raison **crédible**.

Finalement, cette mesure reflète le désir du BJP – qui ne s'est jamais résigné à la structure fédérale des institutions – de transformer l'Inde en un État-nation unitaire. Elle s'inscrit dans une stratégie de polarisation **en favorisant** la radicalisation **de** partis qui jouaient le jeu électoral de la démocratie indienne.

Le *Citizenship (Amendment) Act* (CAA), qui réforme la loi sur la nationalité, s'est révélé plus lourd de conséquences encore. Cette loi a été présentée comme une manifestation de l'attention portée par l'Inde aux victimes de persécutions religieuses dans son environnement régional. Elle témoigne néanmoins du caractère sélectif de cette attention. En effet, seules les victimes non musulmanes venues du Bangladesh, de l'Afghanistan et du Pakistan sont éligibles, en vertu de cette loi, au statut de citoyen indien – et ce suivant une procédure express de six ans. Les Rohingyas, les chiites, les ahmadis et les Hazaras ne peuvent donc prétendre au statut de réfugiés – ni d'ailleurs les victimes de persécutions religieuses du Sri Lanka, du Tibet, du Myanmar (Birmanie) ou du Népal.

Surtout, cette loi a suscité un sentiment de panique chez bien des musulmans indiens craignant de ne pas être en mesure d'apporter la preuve de leur nationalité indienne, tant avoir « des papiers » est chose difficile en Inde, le pays n'ayant pas systématisé l'état-civil.

---

[9] Sur cette question du Jammu-et-Cachemire, voir la contribution de Nathalène Reynolds dans le présent dossier.

Cette psychose a été alimentée par la création en 2019 du *National Register of Citizens* dans l'État d'Assam où les migrants musulmans venus du Bangladesh sont les plus nombreux. À l'issue de ce recensement, 1,7 million d'habitants y ont été déclarés « citoyens douteux » (*doubtful citizens*), certains d'entre eux – 3 000 environ – étant envoyés dans des camps de détention – bien à tort parfois, comme Mohammad Sanaullah, un ancien officier ayant fait la guerre de Kargil en 1999 **qui a fini par être libéré**.

3. Des manifestations violemment réprimées

En réaction au CAA, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue à l'automne 2019. La plupart d'entre eux étaient des musulmans qui craignaient de devenir des « citoyens douteux ». Nombre d'étudiants ont aussi participé à des sit-in, dont celui de Shaheen Bagh, à Delhi – de loin le plus célèbre de ces lieux de protestation où l'on **fit** l'éloge de la Constitution indienne à longueur de débats et de discours.

En Uttar Pradesh, les manifestants furent réprimés par la police dont les tirs à balles réelles firent de nombreux morts [10]. Au total, 31 victimes furent enregistrées à travers l'Inde [11]. En outre, un nombre considérable de jeunes musulmans, y compris des mineurs, furent arrêtés[12].

L'épicentre de la répression se situa à Delhi, un État où le CAA fut instrumentalisé par le BJP dans le cadre de la campagne électorale qui commença en décembre 2019 et s'intensifia en janvier 2020. Là encore, la police – directement dirigée par le ministre de l'Intérieur de Narendra Modi, Amit Shah, car Delhi n'est pas un État fédéré à part entière – mena la répression. Sa

---

[10] Sanjay Pandey, « UP police admit to firing at anti-CAA protesters », *Deccan Herald*, 24 décembre 2019 (www.deccanherald.com/national/national-politics/up-police-admit-to-firing-at-anti-caa-protesters-788388.html).

[11] Sumant Sen et Naresh Singaravelu, « Data: How many people died during anti-CAA protests? », *The Hindu*, 6 janvier 2020 (www.thehindu.com/data/data-how-many-people-died-during-anti-caa-protests/article30494183.ece).

[12] « 21,500 booked for violence in Kanpur », *India Today*, 24 décembre 2019 (www.indiatoday.in/amp/india/story/21-500-booked-for-violence-in-kanpur-1631048-2019-12-24).

première cible fut l'université Jamia Millia Islamia en décembre 2019 [13]. Puis, début février, au lendemain de la proclamation de résultats électoraux très décevants pour le BJP (qui ne remportait que 8 sièges sur 70), des militants et la police participèrent, de concert, à la plus meurtrière des émeutes entre hindous et musulmans que la capitale indienne ait connues depuis les années 1980 [14].

À partir de 2014, comme nous l'avons noté plus haut, la police tendait à assister en spectatrice aux exactions des vigilantistes hindous. Cette fois-ci, elle se trouva à leurs côtés et participa activement à des scènes de pillages et de destruction de lieux musulmans, sans parler de passages à tabac, auxquels certaines victimes ne survécurent pas, et de tirs sans sommation [15].

En quelques jours, jusqu'à l'arrivée de l'armée, les violences firent 55 morts – dont 13 non musulmans – et des milliers de personnes déplacées allèrent grossirent des camps de réfugiés et des ghettos [16].

Au-delà du rôle qu'a joué la police dans cette émeute ~~aux allures de pogrom~~, son attitude dans l'enquête qu'elle fut chargée de diligenter ensuite confirma son biais partisan. D'une part, elle se montra des plus réticentes à enregistrer les plaintes des victimes. D'autre part, elle a arrêté plus de 2 600 jeunes musulmans [17] et construit un acte d'accusation à l'encontre d'un

---

[13] « Protests erupt across India over CAA, police action against Jamia students », *The Economic Times*, 16 décembre 2019 (https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/from-lucknow-to-hyderabad-protests-across-campuses-against-police-crackdown-in-jamia/articleshow/72743549.cms?from=mdr).

[14] La police ayant pris l'habitude de détruire les caméras de vidéo-surveillance, son implication dans les violences est d'abord attestée par des vidéos amateurs postées sur les réseaux sociaux.

[15] J. Gettleman, S. Yasir, S. Raj et H. Kumar, « How Delhi's Police Turned Against Muslims », *The New York Times*, 12 mars 2020 (www.nytimes.com/2020/03/12/world/asia/india-police-muslims.html).

[16] Sur les violences de Delhi, voir le rapport de la Commission pour les minorités de l'État de Delhi (*Report of the DMC Fact-finding Committee on North-East Delhi Riots of February 2020*), Delhi Minorities Commission, Government of NCT of Delhi, Delhi, 2020 (https://ia601906.us.archive.org/11/items/dmc-delhi-riot-fact-report-2020/-Delhi-riots-Fact-Finding-2020.pdf).

[17] Sagar, « Detentions, arrests, interrogations: Fear reigns in Muslim neighborhoods of northeast Delhi», *The Caravan*, 11 mars 2020 (https://caravanmagazine.in/conflict/detentions-delhi-violence-northeast-muslim-arrests-riots-police-crime-branch).

grand nombre de leaders étudiants et autres manifestants du mouvement contre le CAA qui, sans reposer sur aucune preuve tangible à ce jour, alléguait la préméditation – **un** terme utilisé par le ministre Amit Shah lui-même [18].

Ces méthodes permirent à la police de recourir à une loi antiterroriste draconienne, le *Unlawful Activities Prevention Act* (UAPA), aux termes de laquelle un prévenu peut attendre son procès pendant deux ans sans être libéré sous caution, ni connaître pendant six mois l'acte d'accusation le visant. À noter que le gouvernement de Narendra Modi venait d'amender la loi en question pour pouvoir déclarer « terroristes » des individus isolés et non plus des hommes ou des femmes appartenant à une organisation. ** ce serait le UAPA Amendemt Bill ? **Oui****

●●●

La trajectoire de la démocratie indienne depuis 2014 l'a non seulement conduite à **remettre en question** le sécularisme pour établir une démocratie ethnique de fait au cours du premier mandat de Narendra Modi, mais elle l'a menée vers la démocratie ethnique de droit depuis 2019, année à partir de laquelle le BJP, fort de son succès électoral, s'est employé à transformer la loi et la Constitution.

Cette évolution repose sur un usage accru de la police qui a pris le relais des groupes vigilantistes hindous, transformant la violence sociale en violence d'État. Cette officialisation du nouveau rapport de force a éclaté au grand jour lorsque le juge de la Haute Cour de Delhi, Justice Muralidhar, qui cherchait à obliger la police à rendre des comptes, a été muté à Chandigarh, levant la seule hypothèque qui pouvait peser sur la poursuite des violences [19].

Dans d'autres circonstances, les juges indiens ont abondé dans le sens du pouvoir. Ainsi, en dépit de l'accumulation des recours, la Cour suprême n'a pas jugé bon de se saisir ni de l'abolition de l'article 370 de la Constitution ni de

---

[18] « In LS Debate on Delhi Riots, Amit Shah Lauds Police for 'Controlling Violence in 36 Hours" », *The Wire*, 11 mars 2020 (https://thewire.in/communalism/lok-sabha-delhi-riots-amit-shah).

[19] Vakasha Sachdev, « Justice Muralidhar will not continue hearing hate speech FIR case », *The Quint*, 27 février 2020 (https://www.thequint.com/news/law/justice-muralidhar-delhi-violence-fir-case-hate-speech-transferred-chief-justice-high-court).

la réforme du CAA. Elle a même relancé elle-même la mise en œuvre d'un Registre national des citoyens (*National Register of Citizen*, NRC) en Assam et arbitré en faveur de la construction d'un temple hindou à Ayodhya.

Fort de cette légalisation d'un projet qui, jusqu'à présent n'était entouré que de la légitimité populaire, Narendra Modi a officié, tel un prêtre, à la pose de la première pierre de ce temple. Si la démocratie ethnique de droit que devient l'Inde ressemble, de fait, de plus en plus à une théocratie, l'attitude des juges – ajoutée au déclin d'autres institutions dont le Parlement et la Commission électorale – semble remettre en cause le qualificatif démocratique lui-même. En quelques années, l'Inde est venue enrichir la liste des pays dont l'autoritarisme revêt une façade de pluralisme à l'occasion d'élections encore ouvertes mais de moins en moins équitables [20].

[20] Je développe cette thèse dans l'ouvrage *Modi's India: Hindu Nationalism and the Rise of Ethnic Democracy*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 2021.